

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

SÉCURITÉ DES FEMMES ET DÉRIVES DU NÉO-FÉMINISME

RECUEIL DES ACTES DE LA CONFÉRENCE - BRUXELLES, 5 FÉVRIER 2025

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

SÉCURITÉ DES FEMMES ET DÉRIVES DU NÉO-FÉMINISME

CONFÉRENCE

BRUXELLES - 5 FÉVRIER 2025

Sous le patronage de

Mathilde ANDROUËT

et de

Catherine GRISET

*Députés européens du groupe Patriotes pour l'Europe
Membres de la Patriots for Europe Foundation*



Les conférences de la Patriots for Europe Foundation ont pour objectif de bâtir ou de consolider notre réflexion politique et programmatique sur les grands enjeux qui traversent notre continent.

La vocation de la Patriots for Europe Foundation est d'élargir notre champ de réflexion comme de coopérations en Europe. La grande famille des patriotes y puisera les bases d'un projet pour retrouver et construire ensemble un projet assurant un avenir apaisé pour plus de 450 millions de citoyens de l'Union européenne.

Mathilde Androuët

*Membre du bureau de la
Patriots for Europe Foundation*



SOMMAIRE

- 07** AVANT-PROPOS
par Catherine Griset
- 10** LE COLLECTIF NEMESIS
*Présentation d'un mouvement
féministe et patriote*
- 15** INTRODUCTION
par Mathilde Androuët
- 18** LES DÉRIVES DU NÉO-FÉMINISME
*par Alice Cordier
et Mathilde Androuët*
- 23** SÉCURITÉ DES FEMMES
*Quelles mesures concrètes
pour la garantir ?*
- 27** QUE FAIRE ?
par Alice Cordier
- 30** UNE LUTTE DE FEMMES
par Mathilde Androuët

Actes de conférence publiés en 2025 par la
Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland
75014 Paris – France
SIRET : 823 400 239 00021

Président de la Fondation : András Laszlo
Directeur des publications : Raphaël Audouard
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

Imprimé en France en 2025

ISBN (en cours)

Maquette : HERMOD Communication

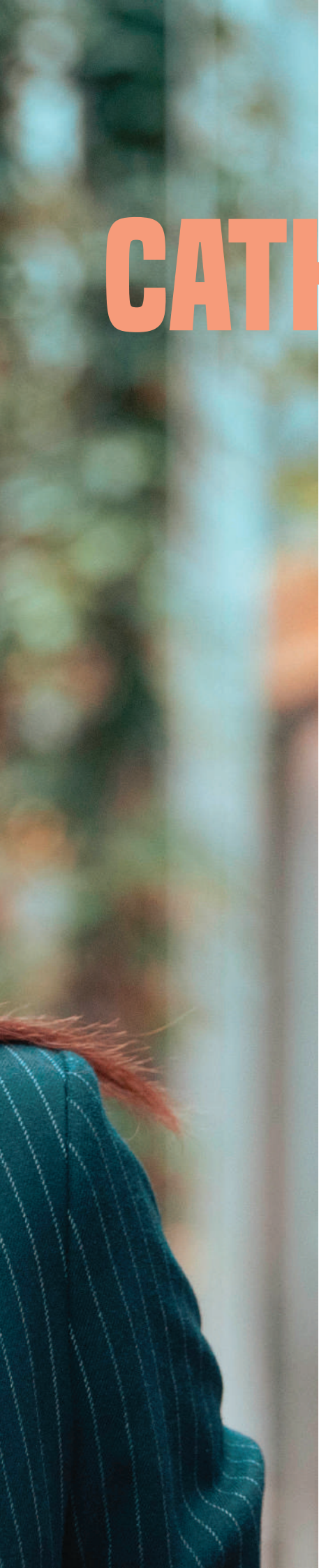
Crédits photos : Getty images / Collectif Nemesis

Dépôt légal : Mai 2025

La Patriots for Europe Foundation est
partiellement financée par le Parlement
européen et assume l'entière responsabilité
de cette publication.

Cette publication n'est pas destinée à la vente.





Avant-propos de CATHERINE GRISET

*Député européen du groupe Patriotes pour l'Europe
Membre de la Patriots for Europe Foundation*

« Une civilisation qui se sent coupable d'exister est condamnée à disparaître. » Ces mots, attribués à l'écrivain Jean-François Revel, capturent parfaitement la crise profonde que traverse notre société aujourd'hui. Une crise où nos valeurs fondamentales — la liberté, la justice et la dignité humaine — sont remises en question, fragilisées par des idéologies destructrices.

C'est dans ce contexte que nous sommes réunis aujourd'hui pour discuter de deux dangers majeurs : d'une part, l'insécurité physique et culturelle, d'autre part, les dérives du néo-féminisme. Bien que ces deux problématiques puissent sembler distinctes, elles partagent une origine commune : l'emprise d'une idéologie intersectionnelle qui divise nos sociétés et menace nos libertés fondamentales.

Permettez-moi de commencer par un sujet duquel de nombreux dirigeants, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont préféré détourner les yeux. Par idéologie ou par lâcheté, ils ont choisi d'ignorer l'insécurité grandissante, conséquence directe de politiques migratoires irresponsables.

Prenons l'exemple de Cologne, dont tout le monde se souvient, le 31 décembre 2015 : une nuit de cauchemar pour des centaines de femmes allemandes, agressées sexuellement par des groupes de migrants syriens. Ce drame s'est déroulé dans un contexte particulier, lorsque Angela Merkel a ouvert grand les portes de l'Europe à des millions d'immigrés, sans contrôle ni anticipation. Mais le plus révoltant n'est pas seulement l'ampleur des faits. Ce qui choque, c'est le silence complice des médias et de certaines associations féministes, qui ont préféré protéger une idéologie plutôt que défendre les victimes.

Et Cologne, malheureusement, n'est pas une exception. À Milan, lors du Nouvel An 2023, des scènes similaires se sont déroulées. En Grande-Bretagne, les « *grooming gangs* », composés de membres de la communauté pakistanaise, ont asservi sexuellement des centaines de milliers de jeunes filles britanniques. Des faits horribles qui ont été couverts par un silence complice de la classe politique, des travailleurs sociaux, des médias et même de la police, par peur d'être accusés de racisme.

Ces faits ne sont pas de simples incidents. Ils révèlent une insécurité physique grandissante, fruit amer d'une idéologie qui refuse de voir la réalité en face. Une idéologie qui sacrifie la sécurité de ses citoyens sur l'autel de la bien-pensance et du déni.

Passons maintenant à ce qui se présente comme un mouvement d'émancipation, mais qui, dans les faits, trahit les femmes. **Le néo-féminisme n'est plus une lutte pour l'égalité ou la justice, mais un outil au service d'une idéologie intersectionnelle qui divise, détruit et inverse les valeurs fondamentales.**

Alors que les premiers mouvements féministes appelaient à la libération du corps féminin, le néo-féminisme actuel s'illustre par ses contradictions. Comment peut-on prétendre défendre les femmes tout en promouvant des symboles de soumission comme le voile islamique ? La Commission européenne, elle-même, en a fait la promotion, tout comme le Conseil de l'Europe, à travers des campagnes comme « La liberté dans le hijab. » Au Parlement européen, l'association FEMYSO, affiliée aux Frères musulmans, a été invitée à maintes reprises, se revendiquant du féminisme tout en soutenant une idéologie islamiste.

Mais ce n'est pas tout. **Une question fondamentale reste sans réponse : qu'est-ce qu'une femme ? Le néo-féminisme, pris au piège de l'idéologie transgenre, refuse d'y répondre.** Résultat : des hommes biologiques participent à des compétitions sportives féminines, brisant les rêves et, parfois, les corps de leurs adversaires. Dans certains cas, comme en boxe, cela conduit à des situations absurdes et dangereuses. Pire encore, dans certains pays, des hommes transgenres sont placés dans des prisons pour femmes, mettant en danger la sécurité des détenues.

Et que dire de la marchandisation du corps féminin ? PMA, GPA, pornographie... Autant de pratiques qui réduisent les femmes à de simples objets de consommation. Où sont les voix féministes pour dénoncer ces dérives ? Où est la défense de la dignité humaine ?

Enfin, cette idéologie pousse à une véritable guerre des sexes, doublée d'un nouveau racialisme. L'homme blanc est présenté comme le coupable universel, l'ennemi à abattre. Cette polarisation constante n'a qu'un but : fragmenter nos sociétés, détruire la confiance entre les sexes et alimenter un climat de haine.

Au cœur de ces dérives, se trouve l'idéologie intersectionnelle, un poison qui ne cherche pas à unir, mais à diviser. Elle fragmente nos sociétés en deux catégories, soit victimes, soit coupables, sapant ainsi les fondements de la justice, de l'égalité et du bon sens.

Après les agressions sexuelles perpétrées par des groupes de migrants syriens sur des centaines de femmes, lors des fêtes du nouvel an le 31 décembre 2015 à Cologne, une manifestation a été organisée pour dénoncer ces violences contre les femmes.
(Crédit photo : Roberto Pfeil / AFP) ►



Le combat que nous menons aujourd'hui n'est pas une simple bataille culturelle. C'est une question de survie civilisationnelle. Face à ces défis, il est essentiel de retrouver le courage de nommer les choses. C'est pourquoi nous avons choisi d'organiser cette conférence avec une invitée spéciale : Alice Cordier, présidente du Collectif Nemesis.

Aux côtés de ma collègue Mathilde Androuët, qui défend la position française au sein de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM), nous avons voulu donner la parole à ce collectif de jeunes femmes courageuses. Leur engagement est une réponse directe à l'hypocrisie de certains : ceux qui prônent l'ouverture sans limite des frontières tout en prétendant défendre les droits des femmes.



**« CE QUI CHOQUE, C'EST
LE SILENCE COMPLICE DES
MÉDIAS ET DE CERTAINES
ASSOCIATIONS FÉMINISTES,
QUI ONT PRÉFÉRÉ PROTÉGER
UNE IDÉOLOGIE PLUTÔT QUE
DÉFENDRE LES VICTIMES »**

Nous connaissons tous ce collectif de jeunes femmes vaillantes, dont les actions percutantes mettent en lumière l'hypocrisie d'une certaine gauche, qui prône l'immigration irrégulière tout en se prétendant championne de la protection des femmes.

Avec le soutien de leurs complices « antifas » — au passage, saluons le triple fiché S Raphaël Arnault —, ces militants de gauche n'hésitent pas à recourir à la violence physique. Ils semblent incapables de définir ce qu'est une femme, mais peut-être que, pour eux, une militante de droite n'en est pas une. Ces féministes de pacotille peuvent les frapper.

C'est un honneur pour nous de recevoir Alice et, pour moi, d'animer le débat entre elle et Mathilde. Ensemble, prouvons que le courage et la lucidité peuvent encore triompher. ■

Le 24 novembre 2024, *Le Monde Magazine* consacrait un article au Collectif Nemesis. Un article à charge de la part d'un magazine politiquement orienté pour discréditer le combat légitime de ces jeunes femmes. (photo : Clémentine Schneidermann pour « M Le magazine du Monde ») ►



LE COLLECTIF NEMESIS

Dans le cadre de cette conférence sur la sécurité des femmes, la Patriots for Europe Foundation recevait quatre membres du Collectif Nemesis : Alice, Anaïs, Mathilda et Astrid pour évoquer cette thématique. Présentation de ces quatre jeunes femmes engagées.

Alice : Nous avons co-fondé l'association lorsque nous avions une vingtaine d'années. J'avais 22 ans et je n'aurais alors jamais imaginé pouvoir la présenter de cette façon au Parlement européen, à une époque où nous étions détestées — et nous le sommes encore, je vous rassure — par certains médias et attaquées par beaucoup de politiques. Nous ressentons un soutien énorme de la part du

Rassemblement National, et ce, depuis la première action qu'on a faite. Nous avons été victimes d'intimidations et, le lendemain, le Rassemblement National avait créé une pétition, signée par plusieurs députés pour nous soutenir face aux attaques et aux menaces qu'on avait subies, donc encore, merci beaucoup.

Je voudrais maintenant me présenter rapidement. Je m'appelle Alice Cordier, je suis cofondatrice du Collectif Nemesis, que je dirige depuis 5 ans, et j'en vis depuis deux ans et demi. J'ai co-fondé l'association à 22 ans pour plusieurs raisons. La première est que j'ai été frappée de plein fouet à l'âge de douze ou treize ans par le harcèlement sexuel, par l'insécurité, par une violence dans l'espace public à laquelle je n'ai jamais été habituée et je n'ai trouvé dans les associations féministes aucun refuge.

La deuxième chose est que, tant qu'on s'en prenait à moi, cela pouvait aller. Et puis, vint le jour où on s'en est pris à ma petite sœur. C'était en 2012, elle avait 12 ans. Elle rentrait du collège, parce qu'à l'époque on laissait encore nos enfants, nos petites sœurs rentrer seuls du collège, parce qu'à l'époque on laissait encore nos enfants, nos petites sœurs rentrer seuls du collège...



Je crois malheureusement que c'est une époque révolue. Dans le bus, elle a été frottée par un homme d'une cinquantaine d'années, qui l'a bloquée contre un angle de la porte et qui a frotté son sexe contre elle. Malgré ses supplications, personne n'est intervenu. Elle est rentrée en pleurant à la maison et ma famille n'a rien fait.

Nous ne sommes même pas allés porter plainte, parce que de toute façon nous savions que cet homme ne serait jamais retrouvé, parce qu'il n'y avait pas assez de caméras de vidéosurveillance et que, très certainement, il y en aurait d'autres.

Ainsi, je me suis dit que, si un jour cela arrivait à ma fille, j'aimerais que quelque chose soit mis en place avant que des agressions arrivent. C'est ce type d'agression qui m'a amenée à considérer que, moi, je ne me laisserais pas faire et qu'on n'allait pas étouffer ma parole. Voilà pourquoi je me suis engagée.

Anaïs : Je m'appelle Anaïs, je suis porte-parole et militante du collectif Nemesis depuis un an et demi. Depuis la rentrée de septembre, je m'occupe des ressources humaines du Collectif, et plus particulièrement du recrutement.

Si je me suis engagée, c'est parce que tout d'abord, j'ai vécu une agression à Londres, qui malheureusement me fait tristement penser aux « grooming gangs », ces groupes de prédateurs sexuels d'origine pakista-

« J'AI ÉTÉ AGRESSÉE SEXUELLEMENT PAR TROIS HOMMES D'ORIGINE PAKISTANAISE ET, QUAND J'AI VOULU PORTER PLAINTÉ, LA POLICE A REJETÉ MA PLAINTÉ PARCE QUE JE VOULAIS DÉCRIRE MES AGRESSEURS DANS LEUR ENTIÈRETÉ ET CELA N'A PAS ÉTÉ ACCEPTÉ »

naïse qui ont enlevé, séquestré et abusé sexuellement de jeunes filles mineures dans plusieurs villes d'Angleterre et ce, pendant plusieurs années, dans le silence absolu des autorités et des médias. J'ai été agressée sexuellement par trois hommes d'origine pakistanaise et, quand j'ai voulu porter plainte, la police a rejeté ma plainte parce que je voulais décrire mes agresseurs dans leur entièreté et cela n'a pas été accepté. Je suis alors rentrée en France et, pendant dix ans, j'ai vécu en silence, je me suis isolée. J'ai découvert un jour le Collectif Nemesis et je me suis dit : il y a enfin des femmes qui portent la voix de celles qui se sentent isolées, comme c'était mon cas à l'époque, et depuis je me bats aux côtés d'Alice, Mathilda, Astrid et toutes les courageuses militantes pour dénoncer ce que vivent les femmes quotidiennement en France.

Organisé par le Collectif Nemesis, un rassemblement s'est tenu le dimanche 29 octobre 2024 pour rendre hommage à Philippine, 19 ans, violée et tuée par un migrant marocain sous OQTF et pour dénoncer le laxisme migratoire et judiciaire.
(Crédit photo : Collectif Nemesis) ►





▲ Le 31 janvier 2021, le Collectif Nemesis a organisé une manifestation au Trocadéro à l'occasion du « No Hijab Day », journée sans voile créée par une féministe anglaise en février 2020 pour prendre le contre-pied du « World Hijab Day », journée faisant la promotion du voile islamique. (Crédit photo : Collectif Nemesis)

Lors de la manifestation qui eu lieu le 8 mars 2025 à Paris pour la journée internationale des droits des femmes, le collectif Nemesis est venu dénoncer plusieurs députés d'extrême gauche condamnés pour des faits d'agression, d'apologie du terrorisme islamiste ou de violences envers les femmes. (Crédit photo : Collectif Nemesis) ►

Mathilda : Je m'appelle Mathilda, j'ai 27 ans, je milite au sein du Collectif Nemesis pratiquement depuis sa création (je l'ai rejoint quelques semaines après sa création) et je suis maintenant Directrice de la Communication, depuis deux mois.

J'ai rejoint le Collectif à ses débuts, parce que je ne me reconnaissais dans aucun groupe féministe. Comme la plupart des jeunes filles de mon âge, j'ai emménagé dans une grande ville, après avoir quitté ma Drôme natale, et j'ai été malheureusement victime de multiples agressions. En fait, aucun des groupes féministes qui existaient à l'époque (et qui existent d'ailleurs toujours) ne décrivaient les agresseurs et je ne me sentais pas représentée. Quand j'ai rencontré Alice et les autres cofondatrices du Collectif, j'ai d'abord trouvé un groupe d'amies, des filles à qui je pouvais me livrer, qui comprenaient les injustices qu'on subissait et qui mettaient des mots sur le type d'agressions et le type d'agresseurs auxquels on était confrontées. On a décidé de libérer la parole sur ce sujet. Je pense que c'est extrêmement important que des jeunes filles puissent se reconnaître dans des groupes féministes qui osent dénoncer ce qui leur arrive quotidiennement dans la rue. C'est pour cela que j'ai décidé de toujours me battre à leurs côtés.

Astrid : Je m'appelle Astrid, j'ai 28 ans, et j'ai rejoint le Collectif Nemesis depuis sa création, comme Mathilda. Je l'ai rejoint pour plusieurs raisons, notamment parce que j'étais partie vivre à l'étranger pendant un an et je me suis rendue compte de la différence de traitement dans un pays infiltré par l'islamisme radical, comme la France. Là où j'ai déménagé, j'ai ressenti l'oppression et le danger omniprésent. J'ai aussi une petite sœur et je n'ai pas envie qu'elle tombe sur le type que j'ai croisé dans le métro. C'est ce genre de situation qui m'a poussée à m'engager et à aider les femmes à pouvoir parler librement. Je me suis occupée pendant quelques années du recrutement et j'ai vraiment vu le besoin de nombreuses jeunes femmes françaises de raconter ce qu'elles ont vécu. Beaucoup d'entre elles ne souhaitaient pas réellement s'engager, mais toutes avaient besoin de savoir qu'elles étaient comprises. Moi non plus, je ne pensais pas me retrouver là au bout de 5 ans et aujourd'hui, je m'occupe des actions.

Lorsque nous regardons tout ce que nous avons accompli, c'est assez impressionnant. Je suis très fière de pouvoir aider toutes ces femmes en France, mais aussi en Europe, et nous espérons étendre notre aide à d'autres pays. Je suis persuadée qu'on y arrivera, grâce aussi à vous, parce que vous nous donnez la parole dans ces moments-là.



VOTER POUR LE

**NOUVEAU
FRONT
POPULAIRE**

**C'EST VOTER
POUR :**

**MATHILDE
PANOT**

**CONVOQUÉE POUR
APOLOGIE DU
TERRORISME**

COLLECTIF-NEMESIS.COM

VOTER POUR LE

**NOUVEAU
FRONT
POPULAIRE**

**C'EST VOTER
POUR :**

MÉLENCHON

**CONDAMNÉ
POUR RÉBELLION
ET PROVOCATION**

COLLECTIF-NEMESIS.COM

VOTER POUR LE

**NOUVEAU
FRONT
POPULAIRE**

**C'EST VOTER
POUR :**

**RAPHAEL
ARNAUT**

**QUI AGRESSE ET
MENACE DE MORT
DES FEMMES**

COLLECTIF-NEMESIS.COM





Introduction de **MATHILDE ANDROUËT**

*Député européen du groupe Patriotes pour l'Europe
Membre de la Patriots for Europe Foundation*

Sachez qu'entre le début et la fin de cette conférence, 30 Françaises auront été violées, auront subi une tentative de viol, ou auront été agressées sexuellement. C'est une réalité quotidienne : en une heure, 30 femmes françaises auront subi ce genre d'agressions.

Votre témoignage est éloquent ! Vous venez de partout en France, vous avez voyagé en Europe et vous démontrez qu'il y a un problème avec la sécurité des femmes, qu'il y a de la prédation sexuelle qui s'est accélérée ces dernières années. Cette prédation sexuelle ne s'est pas développée sans facteurs déclencheurs. Or, ces facteurs sont l'angle mort du féminisme.

À l'origine, le féminisme est une conquête des droits de la femme. D'abord des droits civiques, et la France a en effet été longtemps en pointe sur ses sujets-là. Mais le féminisme a trahi, je pense, sa cause. Votre témoignage est assez éloquent. Vous avez cherché finalement d'abord à parler tout simplement, à témoigner, à vous retrouver entre femmes, entre victimes, ou victimes collatérales. Parce qu'en plus, habituellement, la prédation sexuelle, ça démolit. Il y a la victime qui est démolie, bien sûr, mais aussi les familles. Être dans cette commission FEMM, qui est, ne rêvons pas, une commission hautement idéologique au sein des institutions européennes, c'est aussi très symbolique pour nous parce que nous sommes là pour rappeler cette énième trahison de la gauche — s'il en fallait encore une — sur le cas des femmes. C'est-à-dire qu'au nom de leur idéologie, les politiques de gauche préfèrent sacrifier la sécurité de personnes innocentes, et en l'occurrence des femmes, alors qu'eux-mêmes se disent féministes.

Et donc, notre vocation est aussi d'éveiller le grand public sur la réalité de ce que recouvre ce néo-féminisme, ce féminisme de gauche. Comme vous parliez de votre sœur, moi, je peux parler de mes filles. Cela peut paraître dérisoire, mais mon aînée adore danser. À 16 ans, 17 ans, qu'elle puisse aller danser, cela paraît tout bête comme liberté, la liberté de danser. Pourtant, pour certaines femmes, cela est interdit dans de nombreux endroits du monde et je n'ai juste pas envie que cela soit interdit en France. Tout simplement. Donc c'est un combat quotidien, mais c'est un combat qui, au-delà d'être politique, est aussi un combat de mère.



QUELLE CIV
VOULEZ-

COLLECTIF-NEME



ILISATION
VOUS ?

ESIS.COM





(Crédit photo : Armand Burger / Getty Images)

LES DÉRIVES DU NÉO-FÉMINISME

La première série de questions porte sur les dérives du néo-féminisme. Le féminisme actuel a-t-il perdu de vue ses objectifs initiaux concernant le féminisme et les enjeux migratoires ? Existe-t-il un clivage entre les féministes de gauche et ceux qui appellent à une prise en compte plus pragmatique des effets de l'immigration sur la sécurité des femmes ? Et enfin, quelles sont les conséquences des postures — parfois qualifiées de radicales — sur la perception des violences sexuelles ou physiques commises par des hommes issus de certaines populations migrantes ?

Alice Cordier

Je pense qu'aujourd'hui, nous ne sommes plus face à du féminisme. Il y a eu plusieurs vagues de féminisme, en France et en Europe. Les premières répondaient aux inégalités de fait : la question du droit de vote, celle de l'accès à certaines études, celle de la place de la femme dans la société tout simplement. Certaines de ces inégalités existent encore aujourd'hui, mais ont majoritairement disparu en Europe : nous sommes arrivés à une égalité de droits entre les hommes et les femmes.

Puis, dans les années 1980, le féminisme s'est transformé — sous l'influence notamment des États-Unis — avec l'émergence d'un féminisme qui instaurait une classification entre la femme blanche et la femme noire, cette dernière ayant des revendications que la femme blanche ne pouvait pas avoir. Étant issue de la bourgeoisie, la femme blanche ne pouvait pas comprendre les revendications de ce qu'on appellera les femmes « dominées ».

Aujourd'hui, nous sommes face à un féminisme, que j'appellerais d'extrême-gauche, qui utilise les femmes pour faire passer un agenda politique.

Ce féminisme d'extrême-gauche utilise la théorie de Bourdieu, selon laquelle la société est divisée entre les dominants et les dominés. Les dominants sont les hommes blancs, dominateurs, hétérosexuels, de plus de 50 ans, et les dominés sont toutes les minorités dites « opprimées » : les migrants, les personnes LGBT, les femmes, etc. Ces minorités s'allient pour lutter contre le dominant, c'est ce qu'on appelle l'intersectionnalité. Ces gens ne voient la société que par ce prisme-là.

L'intersectionnalité explique pourquoi des militantes « féministes » se rallient aux droits des personnes issues de l'immigration, en dépit du fait que la majorité des per-

sonnes immigrées qui arrivent en Europe, clandestines ou pas, est composée essentiellement d'hommes issus de sociétés ultra patriarcales et que, malheureusement, ils ne changent pas leurs mœurs quand ils arrivent chez nous. Au contraire, ils se communautarisent et continuent de vivre en France et en Europe comme dans leur pays d'origine, imposant leur comportement aux Françaises, Espagnoles, Italiennes... Peu importe les pays, à partir du moment où on est confronté à l'immigration, on peut faire à peu près les mêmes constats.

Les mouvements d'extrême-gauche dits « intersectionnels » mélangent toutes les formes de luttes en faveur des personnes prétendument « opprimées » par la domination de l'homme blanc hétérosexuel. Ici, l'incohérence est totale avec une banderole « Queers for Palestine » alors que l'homosexualité est criminalisée en Palestine. (Crédit photo : Guy Smallman / Getty Images) ▼



Lors des Jeux Olympiques de Paris 2024, le boxeur algérien, Imane Khelif a été autorisé à participer à la compétition de boxe dans une catégorie de femmes car il se déclarait « trans ». Celui-ci a remporté la médaille d'or face à des femmes n'ayant pas le même physique.
(Crédit photo : Andy Cheung/ Getty Images) ▼

Cette intersectionnalité explique aussi, par exemple, que les néo-féministes vont défendre les droits des personnes « trans ». Précisons que les droits de ces personnes, notamment celui du droit à la dignité, doivent être défendus, mais il ne faut pas que leurs droits puissent mettre en danger ceux des femmes. Cela a été le cas pendant les JO de Paris 2024, où un homme a pu frapper une femme sous les applaudissements de l'Office des Jeux Olympiques. Rappelons que cet organisme n'a pas eu le courage de mettre en avant le fait que, sur d'autres championnats de boxe, cette personne a été reconnue biologiquement comme étant un homme et qu'il lui a donc été refusé le droit de boxer. Aux Jeux Olympiques, ce boxeur trans a pu boxer et nous nous sommes retrouvés face à ce que des féministes normalement dénoncent : un homme qui frappe une femme ! C'est ce qu'on appelle l'intersectionnalité.

« PENDANT LES JO DE PARIS 2024, UN HOMME A PU FRAPPER UNE FEMME SOUS LES APPLAUDISSEMENTS DE L'OFFICE DES JEUX OLYMPIQUES »

Je reviens à votre question : « Est-ce que le féminisme actuel a perdu de vue ses objectifs initiaux ? ». Le féminisme actuel, c'est celui de l'extrême-gauche. Mais **le vrai féminisme est un féminisme beaucoup plus pragmatique, plus proche des faits, des statistiques, de la biologie : un féminisme du réel, un féminisme concret — certains l'appelleront peut-être un féminisme de droite.**

Si un féminisme doit émerger, ce doit être celui-là, et c'est le seul qui aujourd'hui répond réellement aux nouvelles problématiques, aux nouvelles violences auxquelles les femmes sont confrontées.

Quant au traitement réservé aux violences sexuelles, on ne peut que constater l'inégalité et l'indignation à géométrie variable qu'elles suscitent. Aujourd'hui, une femme qui se fait agresser par une personne issue de l'immigration a une double peine : la première, c'est l'agression et la deuxième, c'est la chape de plomb qui lui tombe dessus si elle a le malheur de décrire son agresseur. Une agression sexuelle a récemment marqué les esprits : celle de Claire Geronimi. Claire est une jeune femme qui a été violée dans son hall d'immeuble, dans le 16^{ème} arrondissement de la capitale, en plein milieu de l'après-midi, par un migrant qui avait une procédure d'expulsion depuis un certain nombre d'années. Le jour des faits, cet individu a eu le temps de violer plusieurs femmes avant Claire. Lorsqu'elle a dénoncé son agresseur, elle a été traitée de raciste. Donc une femme qui a été violée, qui a décrit son agresseur, qui a dénoncé l'inaction de l'État incapable d'expulser un homme dangereux, est traitée de raciste ! Voilà les conséquences : **on parle toujours de la libération de la parole des femmes, de #MeToo, du fait qu'on croit les victimes, mais en réalité on les croit uniquement quand l'agresseur n'est pas issu de l'immigration ou d'une minorité opprimée.** Non, la parole des femmes n'est pas vraiment libérée sauf lorsque l'agresseur correspond à l'agresseur parfait de la gauche. ■





Mathilde Androuët

Voilà l'illustration des dérives de ce néo-féminisme. En effet, il y a les victimes de choix et les autres victimes sont en quelque sorte des sous-victimes. Tant qu'on ne s'attaquera pas à ce que j'appelle la prison mentale du wokisme, — le wokisme étant la grille de lecture manichéenne entre l'opprimeur et l'opprimé plaquée sur la réalité —, on continuera à occulter le réel. Et le réel, ce sont les chiffres. En amont de la conférence, j'ai regardé certaines statistiques européennes sur les violences sexuelles. Pour la France, comme évoqué au début de cette conférence, c'est une tentative de viol ou un viol toutes les 2 minutes. Regardons le profil des auteurs des violences sexuelles. Celles commises dans l'espace public, hors cadre familial. Pour 100 000 habitants, on compte quatre violeurs français et huit violeurs étrangers. Dans le cadre conjugal, pour 50 000 habitants, on compte trois violeurs français et neuf violeurs étrangers. Il y a donc une surreprésentation des agresseurs sexuels étrangers. La comparaison est encore plus édifiante en Allemagne, hors cadre familial :

*Sources : Police fédérale allemande, « T62 Straftaten und Staatsangehörigkeit nichtdeutscher Tatverdächtiger » ; De Statistisches Bundesamt « Ausländische Bevölkerung - Fachserie 1 Reihe 2 » citées par @Marc_Vanguard sur X (infographie ci-contre)

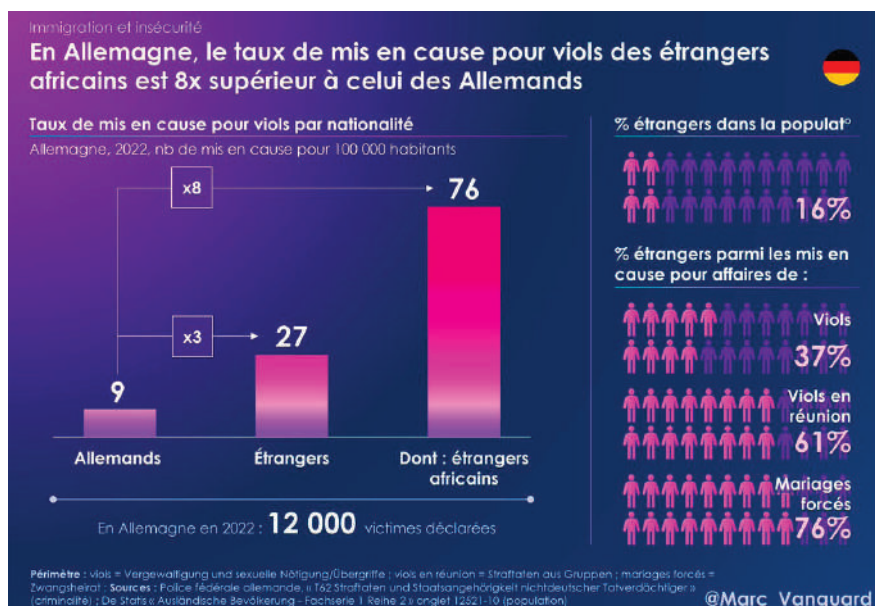
pour 100 000 habitants, on compte neuf violeurs allemands et vingt-sept violeurs étrangers. Les étrangers, qui représentent 16 % de la population allemande, sont 37 % des mis en cause pour viol, 61 % des mis en cause pour viol en réunion, 76 % des mis en cause pour des mariages forcés !*

Certains pays instaurent des catégorisations différentes : les Pays-Bas par exemple classent par origine et non par nationalité. Ils ont 14 % d'immigration « non-occidentale, » laquelle représente 36 % des mis en cause.

Parfois vous avez des nationalités qui sont surreprésentées : les Afghans et les Pakistanais en Allemagne sont seize fois plus mis en cause que les Allemands pour les viols. En Espagne, où les étrangers représentent 12 % de la population, ils sont 39 % des mis en cause pour viol. Toutes ces données sont publiées par le ministère de l'Intérieur de chacun de ces pays européens.

Comme l'expliquait Alice, à partir du moment où ces pays subissent un phénomène migratoire, il y a une violence qui pèse sur le corps des femmes, de toutes les femmes. Ce corps des femmes est en lui-même une cause universelle et c'est là où les cris d'orfraie de la gauche sont mal venus.

La migration est un malheur, un fléau pour les femmes, pour TOUTES les femmes. Selon un récent rapport de l'ONU sur les routes migratoires, 90 % des femmes et filles migrantes qui traversent la Méditerranée sont violées ou sont agressées sexuellement par des passeurs, des bandes criminelles ou des migrants eux-mêmes. En France, une migrante a dix fois plus de risques de se faire violer qu'une Française.



On le voit aussi dans la migration entre les États-Unis et le Mexique. Un journaliste qui a enquêté sur le sujet rapporte que, sur le chemin des passeurs, des sous-vêtements de femmes jonchent le sol parce qu'elles se font violer.

Le phénomène migratoire est, en lui-même, porteur d'insécurité pour les femmes. Évidemment la gauche refuse de voir l'immigration comme un phénomène amplificateur d'insécurité.

Elle est obsédée par le patriarcat qu'elle ne voit qu'en Occident, qu'en Europe et sans le voir dans les zones d'importation de l'immigration qui sont des zones où culturellement, et même religieusement, il y a un problème avec la femme et sa liberté.

Le phénomène migratoire est fondamentalement une violence faite aux femmes. En tant que politique, notre devoir est de prendre en compte cette réalité et de mener une politique de lutte contre l'immigration, puisque cela revient à mener une politique en faveur des femmes.

Le phénomène migratoire est un des quatre phénomènes d'amplification des violences sexuelles. Les autres sont le phénomène culturel et religieux, la pornographie. Ce troisième phénomène n'est pas suffisamment traité par les politiques qui ne sont pas très à l'aise. Or, la pornographie est une réalité qui est facilitée dans nos sociétés individualistes, hyper héd-

Des femmes clandestines arrivées à Paris après avoir parcouru un long périple, souvent dangereux, parmi des hommes violents qui n'hésitent pas à les violer. (Crédit photo : Thierry Orban / Getty Images) ▼



« LE PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE EST, EN LUI-MÊME, PORTEUR D'INSÉCURITÉ POUR LES FEMMES. ÉVIDEMMENT LA GAUCHE REFUSE DE VOIR L'IMMIGRATION COMME UN PHÉNOMÈNE AMPLIFICATEUR D'INSÉCURITÉ »

nistes où le plaisir doit être immédiat, où il y a une mauvaise gestion de la frustration, où la multiplication des écrans permet une surexposition du porno. Ces écrans servent d'ailleurs souvent de tutoriel à la vie affective de nombreux jeunes.

Et c'est problématique. Car **en France, les mineurs représentent 23 % des condamnés pour agressions sexuelles, tandis que 31 % des viols ou agressions sexuelles commises sur mineur sont accomplis par un auteur mineur.** Il y a donc aussi un problème d'appréhension de la sexualité et c'est un sujet que l'on pourrait partager avec toutes les féministes, de gauche comme de droite.

Or, étrangement, les politiques de tous bords confondus sont mal à l'aise avec cette question, ainsi qu'à l'idée d'élaborer une réflexion et des pistes d'action sur ce sujet majeur de santé publique.

Le quatrième phénomène d'amplification des violences faites aux femmes permet le développement des trois premiers. C'est le laxisme judiciaire qui s'illustre, notamment dans l'incapacité à expulser les étrangers condamnés pour violence sexuelle. Lorsque Marlène Schiappa, alors secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes, avait proposé cette mesure, elle avait été accusée d'être d'extrême-droite ! Le laxisme de la justice s'illustre aussi dans la non exécution des peines.

6 % des victimes portent plainte pour violences sexuelles et physiques, et seuls 1 % des violeurs sont condamnés, sachant que 90 % des victimes ne portent pas plainte.

Nous, politiques, devons traiter cette réalité statistique et policière, parce que des milliers de femmes sont abandonnées, notamment par ces féminismes officiels enfermés dans leur aveuglement idéologique.

À cela s'ajoute la mise au ban, soulignée par Alice Cordier précédemment, dès que sont mentionnées les réalités statistiques, culturelles, celles concernant la physionomie et les origines des agresseurs. Ce procès en pseudo racisme est une trahison terrible.

Malheureusement, dans l'histoire des droits des femmes, nous sommes habituées à la trahison de la gauche. En France, nous aurions pu avoir le droit de vote en 1919, mais le Sénat estimait que les femmes étaient trop catholiques, trop conservatrices. Il a donc fallu attendre qu'un certain général, après avoir mené bataille pendant la Seconde Guerre mondiale, nous accorde enfin le droit de vote... en 1944 ! ■

Sécurité des femmes

Quelles mesures concrètes pour la garantir ?



Les intervenantes ont démontré que la sécurité des femmes n'était plus assurée en France, mais aussi ailleurs en Europe. Face à ce constat, quelles sont les mesures concrètes qui pourraient enfin garantir la sécurité des femmes ? Les politiques actuelles sont-elles suffisantes et faut-il revoir les priorités ?

Alice Cordier

Nous travaillons beaucoup avec les maires de différentes villes pour essayer de comprendre comment, à l'échelle municipale, nous pouvons agir. Par exemple, nous avons rencontré le maire de Fréjus, David Rachline, qui a mis en place une politique extrêmement ferme pour protéger ses concitoyens dans l'espace public. « *Il n'y a pas de secret, c'est plus de caméras et plus de police municipale. C'est une question de priorités.* » nous a-t-il expliqué. Aujourd'hui, dans certaines villes, les femmes ont peur.

Dans les municipalités écologistes, par souci d'écologie, on éteint les lampadaires la nuit ! Pour sauver Gaia, la sécurité des femmes est sacrifiée. Couper les lumières la nuit, c'est mettre en danger les femmes et les gens en règle générale. Donc pour les Verts, la priorité est écologique, sauver la planète, mais pour nous, elle est sécuritaire, protéger les femmes. Si on sauve la planète mais qu'il n'y plus personne pour y vivre, cela ne sert à rien...

La Mairie de Paris n'a pas fait de la vidéosurveillance sa priorité parce que, pendant des années, les écologistes ont freiné des quatre fers en agitant les peurs du style « *oui mais ça va être Big Brother, etc* ». Et je peux comprendre qu'on n'ait pas envie de vivre dans un monde avec des caméras à tous les coins de rues. Mais à court terme, si nous n'avons plus le choix, il faudra le faire. Le jour où nous aurons la possibilité d'avoir des solutions sur le long terme, nous les mettrons en place et

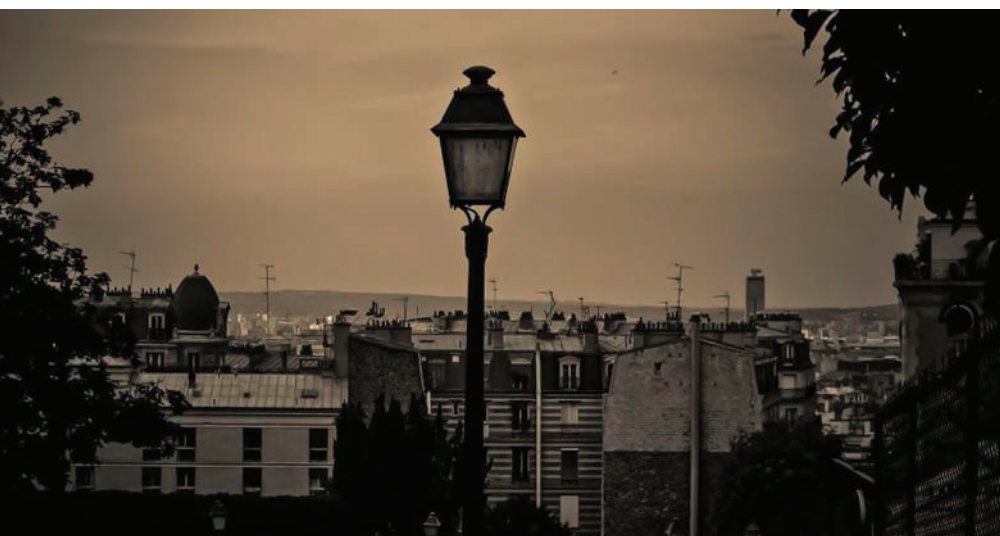
subis par des femmes dans les halls d'immeubles. C'est une question de priorité et de volonté politique, uniquement.

Au-delà de ces solutions à court terme des collectivités, il y a aussi la réponse de la Justice. Comme Mathilde Androuët l'a évoquée, la réponse pénale n'est pas à la hauteur de la gravité des faits. Le laxisme judiciaire s'explique parce que la justice s'inscrit dans une logique de réinsertion plutôt que dans une logique de punition. Nos magistrats sont incapables de punir, de donner des peines de prison ferme, car ils ont peur de passer pour les méchants.

En France, selon un rapport de l'Institut pour la Justice publié en janvier dernier, les juges ont tendance à prononcer des peines très faibles. **En moyenne, la Justice prononce des peines délictuelles à hauteur de 19 % de ce qui est prévu par le code pénal.** Par exemple, un quart seulement des agresseurs sexuels reconnus coupables sont condamnés à une peine de prison ferme (26,7 %), et dans quasiment la moitié de ces cas, les peines de prisons sont aménagées (42,9 %).

Cela veut dire que la majorité des auteurs (les deux tiers) ont des peines aménagées : ils ont un bracelet électronique, ils sont assignés à résidence, ils doivent pointer tous les jours, mais, pendant ce temps, ce sont des femmes qui sont condamnées à vie, parfois même des enfants ou d'autres hommes, qui peuvent d'ailleurs être victimes d'agressions sexuelles — on l'a vu à Nantes, avec un homme handicapé qui a été violé dans les toilettes d'un centre commercial par un migrant. Ce sont des choses qui arrivent aussi.

Ces victimes vont passer leur vie entière à se reconstruire. Les magistrats n'y pensent pas, c'est toujours dans le même sens. Et c'est la gauche qui veut cette justice-là, qui est incapable de vouloir de la fermeté parce que la fermeté, c'est fasciste !



Quand le harcèlement sexuel a commencé à se développer en France, la première réponse des féministes de gauche n'était pas de parler d'immigration, mais d'élargir les trottoirs, parce que les trottoirs étant trop étroits, les gens étaient trop serrés entre eux et, par conséquent, cela excitait les hommes.

Puis, à la suite d'un viol en réunion sur une jeune femme qui a eu lieu récemment à Paris, nous avons rencontré le maire de l'arrondissement où s'est déroulée l'agression. Les auteurs du viol n'avaient toujours pas été retrouvés, faute d'avoir pu être identifiés. Le maire n'avait pas fait installer de caméras. Pourquoi ? Parce qu'à Paris, pour installer une seule caméra, cela peut prendre deux ans, nous a-t-il expliqué.

on évitera peut-être en effet d'avoir des caméras de vidéosurveillance partout. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation d'urgence, il faut donc mettre en place des solutions d'urgence. Et tant que la Mairie de Paris ne fera pas de la question des caméras, une priorité, les maires d'arrondissement continueront à déplorer des viols collectifs

« DANS LES MUNICIPALITÉS ÉCOLOGISTES, PAR SOUCI D'ÉCOLOGIE, ON ÉTEINT LES LAMPADAIRES LA NUIT ! POUR SAUVER GAIA, LA SÉCURITÉ DES FEMMES EST SACRIFIÉE »

Donc il y a bien quelque chose à faire avec la Justice, mais aussi avec l'administration : nous avons en France, tous les ans — et cela se compte par milliers — des personnes qui sont frappées d'une obligation d'expulsion, d'une obligation de quitter le territoire français, une OQTF. Une OQTF peut être soit administrative, lorsque des personnes étrangères n'ont pas, par exemple, renouvelé leur titre de séjour, soit judiciaire, lorsque des personnes étrangères sont considérées comme dangereuses. En France, les deux cas sont traités de la même façon : que vous soyez frappés d'une obligation de quitter le territoire pour cause administrative parce que vous n'avez pas renouvelé votre titre de séjour à temps, ou que vous soyez frappés d'une OQTF parce que vous avez violé une femme, dans les deux cas, vous avez le droit de faire des recours pour rester en France. Certaines associations financées par l'État, comme la CIMADE vont même aider les migrants à faire des recours pour rester en France, même ceux qui sont potentiellement des violeurs. C'est un procédé qu'il faut revoir absolument. Une OQTF administrative ne doit pas être traitée de la même façon qu'une OQTF pour criminalité ou dangerosité, cela n'a aucun sens. De toute façon, nous avons le temps... seulement 6 % des obligations de quitter le territoire français sont appliquées aujourd'hui, 6 %...

Il faut donc agir au niveau de l'espace public, de la Justice, mais aussi de la formation des policiers qui, trop souvent, ont peur d'être visés et qui n'osent plus bouger le petit doigt en raison de la pression exercée par la gauche. Résultat, ils n'ont pas le droit d'user de la violence légitime et létale de la façon qu'ils voudraient — ce qui est quand même problématique pour certains faits. Il y a aussi la question des peines de prison à mettre en place et la question, évidemment, d'une réforme sur l'immigration, mais je pense que Mathilde en parlera mieux que moi. ■



▲ Paris, le 29 septembre 2024, manifestation de soutien après le meurtre de la jeune Philippine, 19 ans, tuée par un migrant marocain sous OQTF au Bois de Boulogne. (Crédit photo : Remon Haazen / Getty images)

Mathilde Androuët

Je rebondis sur ce triste viol d'un homme handicapé à Nantes. Le vigile du centre commercial, qui avait diffusé les images (vidéo surveillance) du viol, a été condamné à verser une amende à la famille, mais aussi au violeur ! Il a dû lui verser 500 € parce qu'il avait diffusé les vidéos du viol sans l'autorisation du violeur, alors même que cette diffusion a permis une mobilisation et un cri de colère national finalement, une pression pour justement arrêter l'auteur du crime.

En effet, nous voyons bien le niveau de condamnation assez faible et un système qui s'arc-boute pour protéger des agresseurs. Le cas de la jeune Philippine, violée et tuée à la rentrée dernière, fera peut-être enfin réagir et poser la question de la responsabilité des juges. L'assassin était, là encore, un étranger sous

OQTF qui n'avait pas été exécutée. Dans la plupart des pays européens la confiance en la Justice est de plus en plus craquelée, car de plus en plus de citoyens se rendent compte que la Justice est politisée.

Il faudra peut-être en arriver à un système de type anglo-saxon. Au Royaume-Uni, vous avez le droit de refuser qu'un juge vous juge si vous savez qu'il est, par exemple, franc-maçon, ou qu'il appartient à tel ou tel organisme qui contrevient selon vous à son impartialité. En France, le fait qu'un juge appartienne au Syndicat de la magistrature est problématique.

Rappelons que ce syndicat est allé jusqu'à mettre, sur ce qu'il a appelé « le mur des cons, » la photo du père d'une victime, une jeune fille encore, qui avait été violée et massacrée dans les transports en commun.

Donc oui, il y a une vraie question sur la Justice, la formation des juges, la formation des policiers. Concernant ces derniers, ils pensent qu'ils n'ont pas le soutien de leur hiérarchie, qu'ils n'ont pas de consigne politique. Ces policiers, que je trouve admirables de stoïcisme face à la dureté de leur quotidien, ne demandent qu'une chose, être justement le bras armé de la Justice et de pouvoir défendre les citoyens et les citoyennes qui subissent toute cette violence.

Concernant les peines de prison, il faudrait remettre des peines planchers, la double peine — une peine pour les étrangers qui a été supprimée par Nicolas Sarkozy, si je ne m'abuse. Vous avez violé deux fois : la Loi, d'abord, et ensuite, la loi de l'hospitalité. Donc une fois que vous avez purgé votre peine, vous partez, vous ne revenez plus ! Et c'est là où il y a un vrai travail à faire, aussi bien sur le plan diplomatique, des relations internationales, que sur le plan purement interne de la Justice française, de la Justice de chaque nation européenne.

Il va également falloir faire un jour le procès de tous ces organismes, de ces institutions qui ne nous aident pas. Par exemple

la Cour européenne des droits de l'Homme, qui vous empêche d'expulser des imams radicaux, des salafistes, alors que ce sont des menaces ouvertes et flagrantes pour notre sécurité nationale, et toutes ces associations qui, comme les pro-migrants, vivent grassement de notre argent. Il faudra revoir toute la politique de subventions. Compte tenu de la crise économique, de plus en plus de citoyens remettent en cause cette distribution plus que généreuse d'argent public. Est-ce que la crise économique aura raison de cette myriade d'associations ? Peut-être, je

n'en sais rien, et ce n'est pas non plus ce que je souhaite parce que cela signifierait aussi un effondrement économique de nos pays, mais il y a une réalité sur la gestion de l'argent public et la manière de prioriser en effet notre politique. Et d'ailleurs, dans notre politique pénale, il faut remettre en haut de cette pyramide et de nos valeurs, l'intégrité physique. J'accepte qu'on condamne un exilé fiscal, des gens qui n'ont pas bien fait leur déclaration de revenus, mais je trouve cela « moins grave » moralement que de détruire une fille dans sa jeunesse, dans son corps. ■

Le 13 octobre 2023, le professeur Dominique Bernard, professeur de Français, est assassiné à Arras par un terroriste islamiste tchétchène fiché pour radicalisation. Celui-ci aurait dû être expulsé de France quelques années auparavant si la Cimade, association pro-migrants, ne s'y était pas opposée par tous les moyens. Dominique Bernard serait encore en vie. ►



« VOUS AVEZ VIOLÉ DEUX FOIS : LA LOI, DÉJÀ, ET LA LOI DE L'HOSPITALITÉ ; DONC UNE FOIS QUE VOUS AVEZ PURGÉ VOTRE PEINE, VOUS PARTEZ, VOUS NE REVEZ PLUS ! »



▲ Les militantes du Collectif Nemesis, en manifestation à Paris.
(Crédit photo : Collectif Nemesis)

QUE FAIRE ?

Outre les mesures qui doivent être prises par les autorités politiques pour tenter d'éradiquer l'insécurité des femmes, comment peuvent-elles s'engager directement dans ce combat ? Est-il possible de créer un dialogue plus apaisé entre les différents courants féministes ? Et jusqu'où peut-on aller pour se faire entendre ?

Alice Cordier

Je pense que les partis de droite ont tout intérêt aujourd'hui à redéfinir un féminisme sans trop prendre en considération les critiques d'autres courants, qui ne seront jamais d'accord et qui ne voudront jamais s'allier avec nous. Il faut avancer sans trop se questionner et être efficace. Ce que je connais le mieux, c'est l'action sur le terrain, tandis que les députés et les élus sont, eux, beaucoup plus dans l'institutionnel, ce qui est très complémentaire. Nous avons mené, il y a un an, une action à Lille, pas très loin d'ici, pour dénoncer l'octroi de financements publics à un lycée islamiste qui dispensait certains cours prônant la charia.



**LECTURES
SALAFISTES**
DANS LES LYCÉES
DE VOTRE VILLE

VOUS SENTEZ-VOUS
EN SÉCURITÉ À LA
**BRADERIE
DE LILLE ?**

COLLECTIF-NEMESIS.COM



« NOUS DONNONS AUSSI LA POSSIBILITÉ AUX FEMMES DE PENSER DIFFÉREMMENT DE LA PENSÉE UNIQUE QUE LES NÉO-FÉMINISTES LEUR PROPOSENT AUJOURD'HUI »

Le Figaro avait sorti une enquête sur ce sujet et rien ne se passait. Nous avons donc mené une action pendant « La Grande Braderie » de Lille qui attire énormément de monde chaque année. Nous avons loué une chambre d'hôtel qui donnait sur la place principale de Lille et nous avons déployé une grande banderole sur laquelle était écrit : « *Avec un lycée salafiste dans votre ville, vous sentez-vous en sécurité à la Braderie de Lille ?* ».

Jusqu'où peut-on aller pour se faire entendre ? De notre côté, cette action nous a valu 19 heures de garde à vue. Mais quelques mois après, les subventions ont été supprimées. Parce que lorsque des mouvements comme le nôtre — un peu dérangeants et pas forcément bien vus, mais ce n'est pas grave — arrivent et mettent la lumière sur une injustice ou sur des manquements de l'État, cela fait peur au préfet, au maire, à tout le monde, et les médias ont été obligés quand même de vérifier l'information que nous avançons : est-ce que vraiment des financements publics étaient versés à un lycée islamiste ? Ils se sont rendus compte que c'était une vérité, ce qui a provoqué un emballement médiatique et qui a mené à la fin de ces subventions.

Il y a beaucoup de façons d'agir et peu importe les critiques. Nous dérangeons énormément parce que nous ne sommes pas de gauche, parce que nous n'avons pas peur de dénoncer un certain nombre de profils. Il est évident que nous ne serons pas appréciées par d'autres associations féministes qui avaient jusqu'ici les médias pour elles, le terrain pour elles, les manifestations pour elles, qui avaient tout mais qui finalement ne font plus rien pour les femmes. Le Rassemblement National est aussi dans cette logique d'avancer. Nous, nous sommes pleines d'espoirs. Les gens commencent à ouvrir les yeux. **Il faut réfléchir à la façon dont on peut travailler ensemble, Collectif et élus. Nous sommes sur le terrain et pouvons faire remonter des informations.** Je tends une main aux députés étrangers qui sont présents aujourd'hui dans la salle, et avec qui nous pouvons travailler aussi. Nous pouvons aider à mettre en place des associations similaires à la nôtre dans leur pays. La guerre se gagne aussi par le *soft power*. C'est ce que nous faisons. Nous donnons également la possibilité aux femmes de penser différemment de la pensée unique que les néo-féministes leur proposent aujourd'hui. ■

Une lutte historique de femmes

Mathilde Androuët

Très médiatisée et largement reprise par des militantes féministes de gauche, dans la mesure où elle n'incriminait majoritairement pas d'hommes issus de l'immigration, l'affaire Pelicot a donné lieu à un procès exemplaire en terme de condamnation des violeurs. Une fermeté judiciaires qui devrait être la règle face à tous les cas de viols. (Crédit photo : Arnold Jerocki / Getty Images)



Je regardais dernièrement un documentaire sur l'histoire du féminisme : il a fallu des suffragettes, des femmes humiliées publiquement, injuriées, dont certaines ont même perdu la vie dans cette lutte, pour arriver un jour à conquérir leurs droits civiques. **Vous êtes en effet ces éléments de perturbation qui déchirent peu à peu ce faux masque de tranquillité régnant dans nos pays européens. Nous, les politiques, jouons l'autre partition, institutionnelle, ce qui signifie que nous devons créer les conditions d'apaisement de la société.** Nos deux actions sont complémentaires en effet et ce n'est pas la même manière d'opérer. Vous, vous êtes des sortes d'éveilleuses, vous mettez la lumière sur les plaies béantes des femmes en Europe. Et nous, nous sommes en quelque sorte les « infirmières », nous sommes là pour panser ces plaies, pour faire en sorte qu'il n'y ait plus d'accident, pour baliser le terrain du développement des femmes et de leur liberté, tout simplement.

Il faut un phénomène de société, tout le monde doit pouvoir s'engager. Nous avons encore

des strates à conquérir, notamment médiatiques, même si aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, nous pouvons nous passer des médias, les contourner. Il y a une affaire qui somme toute a été cathartique et bénéfique pour la cause des femmes — et il faudrait pouvoir maintenant traiter l'insécurité des femmes de la même manière — c'est « l'affaire Pelicot. » Là, vous avez une société qui s'est légitimement levée et qui a été sidérée par la violence subie par Gisèle Pelicot. Les médias et les associations ont suivi le pas et les juges ont appliqué la peine qu'il fallait. Il y a donc eu une sorte de phénomène cathartique et sain sur une Justice qui s'est bien appliquée, et sur l'ensemble de la société qui accompagnait ce processus judiciaire.

Désormais, il faudrait qu'à chaque viol, peu importe les conditions de ce viol ou le profil des violeurs, on ait ce même processus où, main dans la main, médias, associations, politiques, juges et victimes soient enfin mis à l'honneur dans un seul et même élan de société réunifiée. Cela doit être désormais le cas pour toutes les femmes, pour toutes les victimes. ■

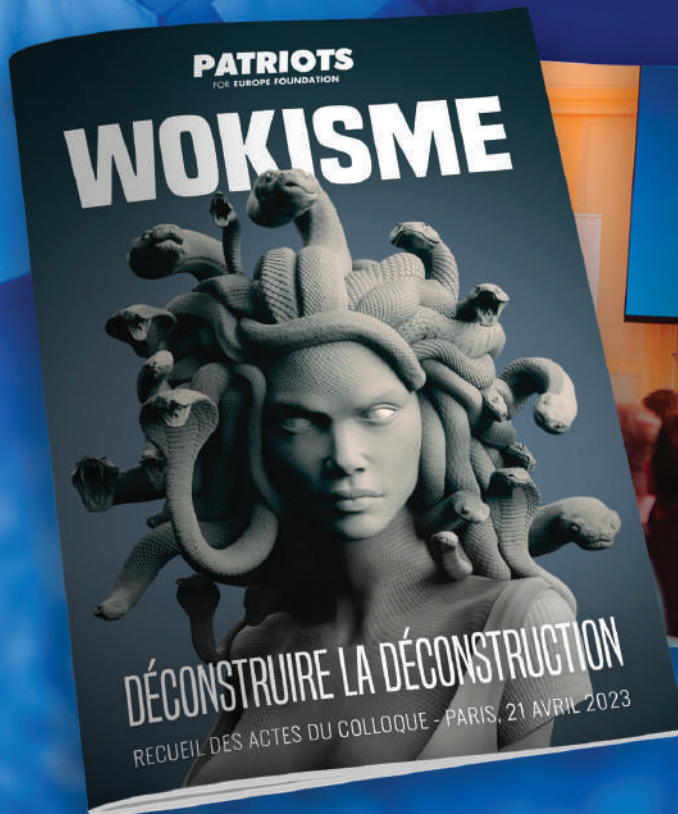
PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

**Avec Jordan Bardella,
les députés européens du
Rassemblement National,
membres de la Patriots
for Europe Foundation,
défendent la France
et les Français au
Parlement européen.**

Mathilde **ANDROUËT** • Jordan **BARDELLA** • Christophe **BAY** • Marie-Luce **BRASIER-CLAIN**
Marie **DAUCHY** • Valérie **DELOGE** • Mélanie **DISDIER** • Anne-Sophie **FRIGOUT**
Angéline **FURET** • Jean-Paul **GARRAUD** • Catherine **GRISSET** • France **JAMET** • Virginie **JORON**
Fabrice **LEGGERI** • Julien **LEONARDELLI** • Thierry **MARIANI** • Aleksandar **NIKOLIC**
Philippe **OLIVIER** • Gilles **PENNELLE** • Pascale **PIERA** • Pierre **PIMPIE** • Julie **RECHAGNEUX**
André **ROUGÉ** • Julien **SANCHEZ** • Malika **SOREL** • Pierre-Romain **THONNET**
Rody **TOLASSY** • Matthieu **VALET** • Alexandre **VARAUT** • Séverine **WERBROUCK**

Retrouvez également les actes du colloque **WOKISME:** DÉCONSTRUIRE LA DÉCONSTRUCTION



Ces conférences ont pour objectif de construire et de consolider notre réflexion politique et programmatique sur les grands défis qui traversent notre continent. La mission de la Patriots for Europe Foundation est d'élargir notre champ d'action ainsi que notre coopération en Europe. Elle offre à ses auditeurs et lecteurs les clés d'une réflexion approfondie nécessaire pour mener la bataille des idées.



TÉLÉCHARGEZ LES
PUBLICATIONS DE
LA PATRIOTS FOR
EUROPE FOUNDATION

Toute l'actualité de la Patriots for Europe Foundation sur les réseaux sociaux

